

Quinze ans après, le classement de Shanghai fait encore polémique

Lancé en 2003, le Shanghai Ranking suscite chaque année moult controverses, mais il est scruté à la loupe dans les établissements du monde entier. Il a également permis aux universités chinoises de progresser

Tous les étés, les présidents d'université s'inquiètent. Fin août, Shanghai Ranking Consultancy publie le fameux « classement de Shanghai ». Cinq cents places pour toutes les universités du monde, et un « top 100 » qui fait figure de Graal. La publication planétaire de ce classement créé en 2003 est scrutée à la fois par les étudiants et par les acteurs du secteur.

En France, ces dernières années, il est accueilli par un mélange de critiques sur ses critères de sélection et de dépit face à la faible place qu'occupent les universités de l'Hexagone. Il est aussi l'un des plus décriés en raison de son influence. Car depuis sa première édition, il est accusé de peindre un tableau partiel de l'enseignement supérieur, tandis que les chercheurs, français notamment, lui reprochent des changements structurels, imposés par les décideurs politiques, en vue de progresser dans ce fameux classement.

Les Prix Nobel, pourtant issus d'une poignée d'universités seulement, représentent 30 % de la note (20 % pour le corps enseignant et 10 % pour les anciens étudiants), tandis que les publications représentent à elles seules 60 % de la note, là encore avec une approche très élitiste : 20 % pour les « chercheurs hautement cités », 20 % récompensant les publications dans les revues scientifiques de référence *Sciences* et *Nature*, les 20 % restant prenant en compte les citations en sciences et sciences sociales dans d'autres revues répertoriées. De quoi pousser les universités à privilégier la productivité des enseignants-chercheurs, au détriment de la transmission de savoirs, privilège des grandes universités à l'américaine...

A l'origine, un outil national

Pourtant, les concepteurs du classement de Shanghai étaient loin d'imaginer que leur création aurait un tel retentissement, et de telles conséquences. A l'origine, il s'agissait d'un outil destiné aux universités chinoises, élaboré dans un contexte bien particulier, rappelle le Dr Cheng Ying, qui dirige aujourd'hui l'entreprise Shanghai Ranking, editrice du fameux classement. Nous sommes à la fin des années 1990, la Chine est devenue « l'usine du monde », mais cela ne suffit plus. « *L'économie chinoise reposait sur les investissements et la*

« La qualité de l'enseignement est difficile à mesurer. Définir la qualité des cours est très subjectif, et la réussite des étudiants à la sortie dépend de la sélection initiale »

Cheng Ying
dirigeant de Shanghai Ranking

main-d'œuvre bon marché, et nous voulions évoluer vers un modèle reposant sur la connaissance, explique Cheng Ying. Pour cela, nous avons besoin d'universités tournées vers la recherche. » La Chine lance alors une « initiative nationale pour construire des universités de classe mondiale ».

Les Etats-Unis dominent toujours le palmarès de Shanghai

Les 30 premières universités mondiales

RANG 2018

1	🇺🇸	Université Harvard	16	🇺🇸	Université de Pennsylvanie
2	🇺🇸	Université Stanford	17	🇬🇧	University College Londres
3	🇬🇧	Université de Cambridge	18	🇺🇸	Université Johns Hopkins
4	🇺🇸	Institut de technologie du Massachusetts (MIT)	19	🇨🇭	Ecole polytechnique fédérale de Zurich
5	🇺🇸	Université de Californie, Berkeley	20	🇺🇸	Université Washington de Saint-Louis
6	🇺🇸	Université de Princeton	21	🇺🇸	Université de Californie, San Francisco
7	🇬🇧	Université d'Oxford	22	🇯🇵	Université de Tokyo
8	🇺🇸	Université Columbia	23	🇨🇦	Université de Toronto
9	🇺🇸	Institut de technologie de Californie	24	🇬🇧	Imperial College Londres
10	🇺🇸	Université de Chicago	25	🇺🇸	Université de Northwestern
11	🇺🇸	Université de Californie, Los Angeles	26	🇺🇸	Université Duke
12	🇺🇸	Université Cornell	27	🇺🇸	Université du Michigan-Ann Arbor
13	🇺🇸	Université Yale	28	🇺🇸	Université du Wisconsin-Madison
14	🇺🇸	Université de Washington	29	🇩🇰	Université de Copenhague
15	🇺🇸	Université de Californie, San Diego	30	🇺🇸	Université Rockefeller

SOURCE : ACADEMIC RANKING OF WORLD UNIVERSITIES

Les 15 premières françaises

RANG 2018

36	Université de la Sorbonne
42	Université Paris-Sud
64	Ecole normale supérieure-Paris
101-150	Université d'Aix-Marseille
101-150	Université de Strasbourg
101-150	Université Paris-Diderot-Paris-VII
151-200	Université Grenoble-Alpes
151-200	Université Paris-Descartes-Paris-V
201-300	Université Claude-Bernard-Lyon-I
201-300	Université Paul-Sabatier-Toulouse-III
201-300	Université de Bordeaux
201-300	Université de Lorraine
201-300	Université de Montpellier
201-300	Université Toulouse-I
301-400	Ecole normale supérieure-Lyon

Le but assumé est de permettre à une poignée d'universités chinoises de jouer dans la cour des grands, au niveau des meilleures mondiales. « *Mon université, Jiao-Tong [la SJTU à Shanghai], a été sélectionnée dans ce programme, continue Cheng Ying. Mais nous étions confrontés à un problème : comment définir une université de classe mondiale ? Et comment connaître l'écart qui sépare la SJTU des meilleures universités du monde ?* » Quand l'équipe de Cheng Ying échange à ce sujet avec des collègues étrangers, elle s'aperçoit que la question intéresse bien au-delà de la Chine. Après trois ans de travail, le premier classement est publié en 2003.

Les critères retenus pour établir ce classement font débat dès les premières années. Séverine Arsène, chercheuse associée au Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), a enseigné à l'université de Hongkong (HKU) et dirigé la revue du CEFC, *Perspectives chinoises*, un poste d'observation privilégié sur la recherche. Elle dénonce la « course à la publication » engendrée par le classement de Shanghai, qui privilégie ce critère. « *Il s'agit de publications exclusivement sous forme d'articles, dans des revues recensées dans un classement établi par une société privée, Claryvate Analytics, qui publie le Science Citation Index, et le Social Sciences Citation*

Index, décrypte-t-elle. Seules comptent les publications qui sortent dans ces revues-là : donc si vous publiez des livres, des chapitres dans des ouvrages collectifs, ou de la vulgarisation scientifique, cela ne compte pas. » En clair, déplore cette diplômée de Sciences Po Paris, « *le classement mesure un impact au sens académique le plus étroit, mais il met complètement de côté l'impact dans la société civile, auprès du grand public, ou des décideurs.* »

L'importance des classements a des conséquences bien concrètes pour les enseignants-chercheurs, alimentant un véritable mercato mondial de ces stars. « *Ce n'est pas encore trop le cas en France, mais à Hongkong, on voit des gens qui découpent leur recherche juste pour qu'elle fasse le plus d'articles possibles, parce qu'ils ont une pression forte pour leur évolution de carrière, décrit Séverine Arsène. Dès qu'une partie est à peu près mûre pour montrer un résultat original, ils vont la sortir, donc on va avoir une multiplication des articles dont l'intérêt individuel est un peu moins bon.* » Les chercheurs arrêtent de publier des livres, regrette-t-elle, « *alors que c'est un très bon instrument pour faire une synthèse, pour monter d'un cran en généralité... Les chercheurs ont conscience qu'ils sont moins récompensés.* »

Le Dr Cheng Ying est rompu aux critiques. La plupart des questions, son équipe et lui se

les sont posées quand il s'est agi de parfaire leur classement. Première d'entre elles : Shanghai Ranking ne surréprésente-t-il pas le monde anglo-saxon ? « *C'est la réalité de la recherche aujourd'hui... Les publications en chinois ou en français ont moins d'impact.* » Pourquoi ne pas prendre davantage en compte la qualité de l'enseignement ? « *C'est quelque chose de difficile à mesurer. Définir la qualité des cours est très subjectif, et la réussite des étudiants à la sortie dépend beaucoup de la sélection qui a lieu à l'entrée de l'institution.* » Oublié l'enseignement donc, même si, admet-il, « *tout le monde sait que c'est le plus important pour une université.* »

Résultat, à part un changement dans les premières années d'existence du classement – la prise en compte, à la demande de la France, des médailles Fields obtenues en mathématiques, aux côtés des prix Nobel –, le classement n'a pas évolué. « *Améliorer notre méthodologie, nous y réfléchissons tout le temps, mais pour l'instant, les inconvénients dépassent les avantages,* affirme le Dr Cheng Ying. *Notre classement n'est pas exhaustif, mais si nous changeons, nous risquerions de perdre en cohérence. Nous comparons ce qui est comparable.* »

Une entreprise indépendante

Pourtant, face aux critiques, l'équipe chargée du classement a quitté l'institution où il est né, pour devenir une entreprise indépendante en 2009. « *Il y avait eu des protestations officielles, auprès de mon université, et de départements du gouvernement chinois. A la fois de la part de présidents d'université, français notamment, et de responsables gouvernementaux de pays en développement,* expose Cheng Ying. *Notre université était sous pression, parce que c'est une institution publique. On pouvait croire que ce classement était la voix officielle de la Chine. Pour préserver l'impression d'indépendance, nous avons décidé de quitter l'université.* »

L'équipe crée donc Shanghai Ranking, une entreprise de conseil. Ses locaux se trouvent dans l'enceinte de l'université, dans un incubateur, mais elle est indépendante économiquement. Pour financer le classement, Shanghai Ranking propose des activités de conseil aux

établissements de l'éducation supérieure. Cheng Ying précise que « *seules cinq personnes, sur une cinquantaine d'employés, travaillent à plein-temps sur le classement.* »

Ce dernier a-t-il accompli sa mission ? Depuis 2003, les universités chinoises ont fait un bond dans les classements internationaux. Quasiment absentes à l'époque (la première, Tsinghua, à Pékin, était au-delà de 200^e place en 2003), elles sont trois aujourd'hui dans le top 100 du classement de Shanghai, autant que les universités françaises, et Tsinghua est à la 45^e place. Elles font encore mieux dans le classement londonien THE du *Times Higher Education*, où l'université pékinoise figure à la 22^e place, soit la première d'Asie. « *La Chine en général a amélioré son positionnement, grâce à un meilleur impact de ses citations,* explique le communiqué qui accompagne ce classement.

Mais si les universités chinoises se sont imposées, c'est surtout grâce aux sciences dures. Les humanités, peu prises en compte par le classement de Shanghai, sont le parent pauvre de la recherche en Chine. « *Les sciences sociales ne sont pas du tout une priorité par comparaison avec les investissements énormes sur les sciences dures, et particulièrement certains domaines où les dirigeants chinois voient qu'ils pourraient être pionniers,* » analyse Séverine Arsène.

Au contraire, depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, le renforcement du contrôle de la société civile a eu un impact négatif sur la recherche. « *Ces dernières années, les enseignants-chercheurs sont beaucoup plus sous pression. Des caméras ont été installées dans les salles de classe. On commence à entendre parler de gens qui ont eu une conversation avec le représentant du parti de leur département sur la base de ce qui est raconté en classe. Les enseignants sont intimidés,* » raconte la chercheuse française de Hongkong. Un professeur chinois, qui souhaite garder l'anonymat, renchérit : « *Pour les jeunes chercheurs qui veulent faire carrière, il faut suivre la ligne du parti. Les campagnes idéologiques vont profondément affecter la vitalité de la recherche et la capacité à innover de la Chine.* » ■

SIMON LEPLÂTRE
(SHANGHAI, CORRESPONDANCE)

Les universités françaises ont fusionné pour résister

LE 15 AOÛT 2003, en pleine canicule, la première édition du classement de Shanghai glace l'enseignement supérieur français. Seules deux universités se placent dans le top 100, l'UPMC (Pierre-et-Marie-Curie) à la 65^e place et Paris-Sud à la 72^e. « *Ce palmarès venait heurter un tabou dans le milieu académique : on n'évaluait pas une institution dans son ensemble. C'était étrange, choquant,* » se rappelle Daniel Egret, aujourd'hui chargé de mission sur les classements au sein de PSL (Paris Sciences-et-Lettres).

En ce début de XXI^e siècle, ce classement apporte la preuve que l'enseignement supérieur est désormais un marché mondialisé dans lequel les universités se battent pour recruter les meilleurs étudiants. Le monde politique entre en émoi devant les piètres résultats français. Au début de son quinquennat, Nicolas Sarkozy annonce la couleur : la France doit se doter de dix campus universitaires d'excellence. La compétition des initiatives d'excellence (Idex) est lancée en 2009 sur cet objectif.

La même année, Strasbourg fait la première le choix de fusionner ses trois établissements.

Depuis, Bordeaux, Marseille, Grenoble et Lille, entre autres, ont suivi. A Paris, les emblématiques Paris-IV et Paris-VI ont sauté le pas le 1^{er} janvier 2018 et donné naissance à Sorbonne Université. Daniel Egret apporte sa pierre à l'édifice depuis cinq ans en réalisant des simulations sur la place qu'occuperaient les regroupements universitaires non fusionnés. Résultat sans appel : les universités Paris-Saclay et PSL arriveraient dans le top 20. Mais l'université Jiao-Tong, qui réalise le classement de Shanghai, rechigne encore à classer ces regroupements difficilement compréhensibles vu de Chine.

Côté personnels aussi, l'impact du classement chinois a été réel. « *Les enseignants-chercheurs ont subi une pression indirecte pour s'engager sur des activités visibles, à savoir la production de publications scientifiques, au détriment d'activités invisibles comme la pédagogie,* » analyse la sociologue Annabel Allouch, auteure de *La Société du concours, l'empire des classements scolaires* (Seuil, 2017).

Ces évolutions de gouvernance n'ont en revanche guère eu de répercussions sur les conditions

d'études. L'enseignement supérieur a connu, il est vrai, ces quinze dernières années, une forte hausse démographique : le nombre d'étudiants est passé en France de 2,2 millions à 2,6 millions. Annabel Allouch souligne cette dichotomie : « *Les classements valorisent les universités de recherche et ne correspondent pas à nos universités massifiées aujourd'hui.* »

Ces grandes manœuvres n'ont guère bouleversé le top 100 du classement de Shanghai. Trois établissements français en font partie en 2018 : Sorbonne Université (36^e), l'université Paris-Sud (42^e) et l'Ecole normale supérieure (64^e). Les mentalités, elles, ont évolué : les établissements ont pris l'habitude de ces comparaisons et de leurs retombées médiatiques. A tel point que la Conférence des présidents d'université a organisé, mi-novembre, un séminaire sur ce thème, avec une centaine de participants. Le président de l'université de Nantes, Olivier Laboux, y était : « *Tout le monde critique les classements, mais tout le monde les utilise pour se comparer, prendre des décisions stratégiques ou travailler son image de marque.* » ■

SYLVIE LECHERBONNIER

Les critères pris en compte dans les classements mondiaux des écoles et universités ne reflètent pas forcément la diversité et la qualité des établissements européens

Les classements, un mal nécessaire ?

« Il est urgent que l'Europe s'en saisisse ! »

Les établissements européens ne doivent ni les suivre ni les subir, mais choisir une position plus offensive en se fondant sur leur excellence

Par TIMOTHÉE TOURY

Une offre de classements des universités s'est constituée. Elle correspond à un besoin, à une attente. L'enseignement supérieur est à l'image des femmes et des hommes qu'il doit former : diversifié et complexe. Cette richesse doit permettre à chacun d'y trouver sa voie, mais elle a un revers : difficile de faire un choix, lorsqu'on est soi-même en plein questionnement sur son avenir.

La conscience de l'incidence majeure du diplôme sur le début d'une carrière professionnelle et la difficulté de juger de la qualité d'un établissement amènent un besoin de repères. Les classements offrent des balises qui permettent de naviguer dans cette complexité. En retour, pour attirer les meilleurs étudiants et pouvoir fonctionner, les établissements ont, parfois malgré eux, marché dans le jeu de la compétition. Et les étudiants ont toujours partagé informellement et implicitement une hiérarchie des universités et des écoles.

La méthodologie, essentielle pour savoir de quoi on parle, est différente d'un classement à l'autre. Ces derniers s'appuient largement sur des données numériques rarement publiques ou accessibles, et bien souvent déclaratives. A l'opposé de la méthodologie scientifique attendue dans les établissements que l'on prétend classer ! A l'heure de l'open data, les classements ne devraient s'appuyer que sur des données ouvertes, vérifiables, et sur des avis d'agences d'évaluation soumises à des processus qualité transparents. Leur rôle est d'aider à la lisibilité, pour donner du sens. On attend des classements qu'ils conseillent, qu'ils nuancent, qu'ils accompagnent une réflexion, aucunement qu'ils assèment.

Où se trouvent les pédagogies, la qualité de l'environnement, l'enrichissement culturel, la valeur ajoutée pour l'étudiant ? Y parle-t-on de dépasser les « plafonds de verre » sociaux ? Où sont l'émulation, la formation d'un esprit critique, la prise de risque, l'originalité intellec-

tuelle ? En d'autres termes, où est la mission première de l'Université – avec un U majuscule ? Ces questions essentielles, trop complexes pour être intégrées à un classement numérique, sont ignorées. On classe ce qui n'est pas comparable, en faisant fi des environnements socioculturels. On mesure des choux et des carottes avec des règles dont on ne sait même pas si elles sont graduées en centimètres ou en pouces...

UN RISQUE D'APPAUVRIRE LA DIVERSITÉ

Pour des étudiants ou leurs parents, auxquels le système éducatif propose encore trop peu d'aide à l'orientation, s'accrocher malgré tout à ces classements est compréhensible. L'utilisation, souvent indirecte, qui en est faite par les décideurs politiques est plus inquiétante. Elle mène à des courses aberrantes au gigantisme ou à l'élitisme. Les conséquences de ces concentrations peuvent être déléteres, en asséchant des territoires. Des systèmes très différents devraient permettre à chacun de trouver sa place et aux idées nouvelles d'émerger. Un classement trop normatif et une utilisation grossière de ces outils risquent d'appauvrir cette diversité.

Cependant, la demande semble suffisamment forte pour que l'offre continue à se multiplier. On va donc implicitement vers un... classement des classements ! Lequel offre la « vraie » première place ? Que vaut une place en tête dans le classement européen U-Multirank face à un « top ten » dans le classement de Shanghai ?

Définir et imposer des critères, classer les autres et se positionner parmi eux est un jeu redoutable de diplomatie d'influence. L'enseignement supérieur est une composante stratégique du *soft power*. Les classements en sont une arme tactique, car ils favorisent une vision du monde. Ils offrent un avantage notable à ceux qui ont des modèles conformes aux critères, donc à ceux qui les définissent.

Depuis une vingtaine d'années, l'Europe veut s'imposer comme un acteur majeur de l'organisation et du financement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Un appel à projets pour la construction d'universités européennes est ouvert. Qui paie les violons choisit la musique, dit-on. Il peut aussi choisir la critique. Ces universités européennes porteront des valeurs européennes si des classements européens les imposent sur la scène internationale. L'Europe peut imposer sa vision d'excellence, de diversité et d'inclusivité ; promouvoir des classements qui servent de référence, car ils ont de facto une influence comparable à celle des lois.

L'Union européenne doit s'emparer fermement de cet outil d'influence majeure pour défendre ses valeurs, pour porter sa voix sur la scène mondialisée de l'enseignement supérieur et de la recherche. U-multirank (qui établit le classement de 500 universités du monde entier) est à cet égard une initiative pertinente – mais encore trop confidentielle et trop peu lisible.

L'enjeu est planétaire. Quelles universités formeront les cadres capables de faire prendre au monde le virage sociétal et technologique dont il a besoin pour éviter la catastrophe écologique? Où est l'université qui donnera un avenir aux populations qui se sentent laissées pour compte? Plus prosaïquement, quel établissement respecte la diversité des étudiants et intègre les *European Standards and Guidelines*

énoncés voilà vingt ans dans le cadre du processus de Bologne en vue d'offrir aux étudiants une très bonne qualité de formation? La capacité politique de l'Europe reste bien en deçà de sa puissance économique et intellectuelle. Guider, défendre et promouvoir ses universités devrait être une évidence géopolitique. ■



Timothée Toury est enseignant-chercheur et ancien directeur de la formation et de la pédagogie à l'université de technologie de Troyes. Il est expert auprès d'agences d'évaluation et chef de deux projets européens de renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur

« Ils affectent l'estime de soi des étudiants »

La concurrence nous rend collectivement plus heureux mais individuellement plus malheureux. Et qu'en est-il du plaisir de l'apprentissage?

Par **CLAUDIA SENIK**

C'est le rang qui compte : c'est l'une des principales découvertes de l'économie du bonheur, cette discipline qui s'intéresse aux fondements de la satisfaction

ressentie et déclarée par les individus. Dès que l'information est disponible, les gens se livrent à des comparaisons. Or on se compare toujours à mieux classé que soi, ce qui est la plupart du temps source de frustration. Le classement, qui quantifie les inégalités pour faciliter les comparaisons, serait donc l'ennemi du bonheur, la source de raisonnements toxiques. Pourtant, nos sociétés tendent de plus en plus à produire et à afficher des classements, en particulier dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Le problème de ces classements, c'est qu'ils peuvent être considérés comme la mesure globale d'une valeur personnelle. Le classement des écoles déteint en partie sur les étudiants, en affectant leur estime de soi, et c'est d'autant plus le cas que la hiérarchie entre établisse-

ments est verticale et s'opère sur un axe unique. En France, pays aristocratique, on reste éternellement « ancien » de telle ou telle grande école. Produire du classement explicite a donc l'inconvénient d'objectiver des écarts et des relations sociales de supériorité et d'infériorité.

Aurait-on alors avantage à maintenir une ignorance, un flou opportun sur la performance relative des universités? Dans certaines situations, ce type de raisonnement peut être pertinent. Mais dans le cas des universités, le classement ne fait que dévoiler un secret de Polichinelle. On sait que, sans classement formel, les « héritiers », les membres de la société les plus informés, sont capables d'identifier les meilleures prépas, les meilleures écoles et universités – tandis que les

autres font leur choix dans l'obscurité. Les classements rendent peut-être le monde plus concurrentiel aux initiés, mais ils procurent de l'information à ceux qui sont initialement le plus éloigné des chemins de la réussite. Et pour eux, c'est une possibilité plus grande de bonheur.

On reproche également aux classements de substituer des motivations extrinsèques (je travaille pour intégrer une bonne école) aux motivations intrinsèques (je travaille car la matière est intéressante). La perspective du classement réduirait le plaisir de l'apprentissage pour lui-même, en lui substituant une pression à la performance selon des critères d'évaluation imposés de l'extérieur. Cela est partiellement vrai. Mais dans un monde où la grande majorité d'une cohorte accède à l'enseignement supérieur – et tant mieux – et où les établissements sont ouverts aux étudiants du monde entier, on ne voit pas comment éviter de formaliser un peu le processus de choix des établissements. En résumé, les comparaisons produites par les classements font certainement moins de perdants que de gagnants.

Cela me conduit à mon deuxième point : le classement est l'outil de la sélection et de la concurrence, et c'est certainement ce qu'on lui reproche. Quand un algorithme tel que Parcoursup classe les futurs étudiants, il organise la concurrence entre eux pour l'admission dans les universités. En retour, il place celles-ci en concurrence face au

choix des étudiants. Le classement organise la concurrence par comparaison comme principe d'affectation des ressources et des gens.

LOGIQUE AUTO-RENFORÇANTE

Cela rend-il heureux ou malheureux ? La réponse est que la concurrence nous rend collectivement plus heureux mais individuellement plus malheureux. La concurrence entre les universités incite chacune d'elles à faire de son mieux pour attirer les étudiants, ce qui est bon pour ces derniers. Mais d'un autre côté, elle a un coût au niveau individuel. Elle est source de pression et de stress. Que de temps et d'efforts consacrés par les étudiants pour obtenir de bons résultats aux examens et aux concours, mais aussi pour remplir les dossiers de candidature, rédiger leur CV, etc.

La concurrence est toujours une chose que nous voulons en général, mais à laquelle nous voudrions nous soustraire personnellement, que ce soit dans le monde des affaires ou des études. Mais a contrario, qui choisirait de retourner à une société sans mobilité sociale, où la concurrence n'existe pas parce que les positions sont déjà assignées ?

Mon troisième point, c'est qu'il nous appartient de mieux organiser les classements et ce que l'on en fait. Ce que redoutent les adversaires des classements, c'est leur logique auto-renforçante, qui attire mécaniquement les gens et les ressources vers les universités les mieux posi-

tionnées. De fait, les classements des universités, tels que celui de Shanghai, sont construits sur la base des publications de chercheurs. Or, l'objectif de la recherche est le dépassement, l'innovation, la découverte. La recherche est un domaine élitiste par nature où la concentration dans un petit nombre de centres est naturelle : les chercheurs ont besoin d'interagir, de collaborer. On ne peut pas la disperser de manière homogène entre tous les établissements.

L'université doit aussi enseigner et armer les étudiants pour leur carrière professionnelle. Toutes leurs initiatives permettent de créer de la différenciation qualitative. Cette multiplicité de critères et de classements devrait être un principe général. La différenciation recrée de l'horizontalité, et réduit la pertinence des comparaisons contraires au bonheur. Plutôt que de rêver d'un monde sans chiffres, il nous appartient de construire la société que nous souhaitons, en définissant nous-mêmes les multiples critères en fonction desquels nous voulons orienter les efforts des universités. ■



Claudia Senik est professeure d'économie à l'université Paris-Sorbonne et à l'École d'économie de Paris. Elle a publié de nombreux travaux sur l'économie du bonheur et la perception de celui-ci